

Le présent rapport paraît à un moment de grave crise économique. Les économies des pays du monde entier sont en ralentissement et en récession. Aucune nation n'est épargnée et, comme toujours, ce sont les pays les plus pauvres – et les populations les plus démunies – qui en pâtissent le plus. Les estimations mentionnées dans cette édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* montrent que pour la première fois depuis 1970, plus d'un milliard de personnes – environ 100 millions de plus que l'an dernier et environ un sixième de la population mondiale – souffrent de la faim et sont sous-alimentées dans le monde entier.

La crise actuelle est absolument sans précédent, plusieurs facteurs concourant à la rendre particulièrement préjudiciable aux personnes menacées d'insécurité alimentaire. Tout d'abord, elle s'ajoute à une crise alimentaire qui dans la période 2006-08 a placé les prix des denrées de base hors de la portée de millions d'individus pauvres. Et, bien qu'ils aient reculé après les pics atteints à la mi-2008, les cours mondiaux des produits alimentaires restent élevés au regard des tendances historiques récentes et instables. En outre, le fléchissement des prix sur les marchés intérieurs a été plus lent. Fin 2008, les prix des denrées alimentaires de base sur les marchés intérieurs étaient encore supérieurs de 17 pour cent en moyenne en termes réels à ceux enregistrés deux ans auparavant. L'envolée des prix a contraint de nombreuses familles pauvres à vendre des biens ou à faire des sacrifices sur les soins de santé, l'éducation ou l'alimentation uniquement pour rester à flot. Ayant utilisé leurs ressources jusqu'au point de rupture, ces ménages auront du mal à résister à la tempête économique.

Ensuite, la crise frappe simultanément une grande partie de la planète. Les crises économiques précédentes qui frappaient les pays en développement tendaient à être confinées à un pays donné, ou à plusieurs pays au sein d'une même région. Dans de telles situations, les pays touchés avaient recours à divers instruments, tels que la dévaluation, l'emprunt ou le renforcement de l'aide publique, pour faire face aux effets de la crise. Dans une crise mondiale, la portée de ces instruments devient plus limitée.

Enfin, l'intégration financière et commerciale des pays en développement dans l'économie mondiale étant aujourd'hui plus grande qu'il y a 20 ans, ceux-ci sont bien plus exposés aux variations brutales des marchés internationaux. En effet, de nombreux pays ont enregistré une chute générale de leurs flux commerciaux et financiers, et ont vu leurs recettes d'exportation, leurs investissements étrangers, l'aide au développement et les transferts de fonds chuter. Cette situation contribuera non seulement à supprimer des possibilités d'emploi, mais aussi à réduire les fonds disponibles pour les programmes publics qui sont indispensables pour promouvoir la croissance et venir en aide à ceux qui sont dans le besoin.

Confrontés à cette crise, les ménages sont contraints de trouver des moyens pour faire face à la situation. Les mécanismes de parade comportent des compromis indésirables, mais souvent inévitables, comme le remplacement d'aliments nutritifs par des aliments moins nutritifs, la vente des moyens de production, la déscolarisation des enfants, le renoncement aux soins de santé ou à l'éducation ou tout simplement le fait de manger moins. Sur la base d'entretiens directs avec des personnes parmi les plus touchées par l'insécurité alimentaire, les études de cas conduites dans les pays par le Programme alimentaire mondial (PAM) et intégrées dans le rapport de cette année donnent un aperçu de la façon dont les ménages sont affectés par la diminution des envois de fonds et d'autres retombées du ralentissement économique. Elles montrent également comment les gouvernements répondent à la crise en investissant dans l'agriculture et l'infrastructure et en étendant les filets de sécurité. Ces interventions contribueront à sauver des vies et des familles, mais compte tenu de la gravité de la crise, il faudra faire bien davantage.

Pour réaliser la sécurité alimentaire mondiale de façon durable et le plus rapidement possible, l'adoption de l'action sur deux fronts soutenue par la FAO, le PAM, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et leurs partenaires du développement sera cruciale. Cette stratégie cherche à faire face à la fois à la faim aiguë à court terme engendrée par les crises, alimentaire ou économique, et à la faim chronique à plus long terme qui est symptomatique de l'extrême pauvreté.

Pour aider ceux qui souffrent de la faim *maintenant*, il est nécessaire de mettre en place des filets de sécurité et des programmes de protection sociale, ou de les renforcer pour atteindre les plus démunis. Parmi ceux-ci, des programmes nationaux de protection de l'alimentation tels que les programmes d'alimentation scolaire ou de bons alimentaires devraient être mis au point pour stimuler l'économie locale en créant des emplois et en renforçant la production agricole et alimentaire à valeur ajoutée locale. Ces programmes devraient en outre intégrer des pratiques optimales de façon à être

accessibles et durables, et être accompagnés de plans de transfert modulable en cas de crises et de chocs. Par ailleurs, les petits producteurs doivent pouvoir accéder à des intrants, des ressources et des technologies modernes – semences de qualité, engrais, aliments pour animaux et outils et matériel agricoles, notamment – qui leur permettront d’améliorer la productivité et relancer la production. Cela aura pour effet de diminuer les prix des produits alimentaires pour les consommateurs pauvres, en milieu rural et urbain.

Pour assurer l’éradication de la faim dans les années à venir, il faut aider les pays en développement en leur fournissant les instruments économiques, politiques et de développement nécessaires pour relancer leur agriculture sur le plan à la fois de la productivité et de la résilience face aux crises. Des politiques stables et efficaces, des mécanismes réglementaires et institutionnels et des infrastructures commerciales fonctionnelles qui encouragent les investissements dans le secteur agricole sont déterminants. Il est nécessaire d’accroître les investissements dans les sciences et technologies agroalimentaires. Sans des systèmes agricoles solides et des mécanismes mondiaux de gouvernance de la sécurité alimentaire, bien des pays continueront à avoir le plus grand mal à augmenter la production au même rythme que la demande, à faire parvenir les denrées alimentaires là où elles sont nécessaires et à trouver des investissements pour financer leurs besoins en importations alimentaires. Chaque fois que possible, les efforts devraient être intégrés et produire un effet multiplicateur. Par exemple, l’achat local de produits pour les repas scolaires peut générer des revenus et des marchés garantis pour les petits agriculteurs hommes et femmes, tandis que les réserves communautaires de céréales peuvent servir de filet de sécurité alimentaire au niveau local.

La crise alimentaire a ramené l’agriculture et la sécurité alimentaire, notamment dans les pays en développement, en première page des journaux et parmi les priorités des décideurs. *La Déclaration conjointe sur la sécurité alimentaire mondiale (Initiative sur la sécurité alimentaire de l’Aquila)* publiée par le G8 avec des gouvernements, organismes et institutions partenaires témoigne de ce nouvel engagement de la communauté mondiale. Toutefois, les préoccupations suscitées par la stagnation des économies des pays développés et la faillite des entreprises due à la crise financière et économique risquent de détourner les ressources qui auraient été nécessaires pour remédier au triste sort des pays les plus démunis. Pourtant, la nourriture qui est le besoin le plus fondamental de tous pour les êtres humains est un bien inaccessible, et de plus en plus de personnes n’ont plus les moyens de se nourrir correctement tout au long de l’année. En fait si la crise alimentaire était liée à la hausse des prix, la crise économique se traduit par une baisse des revenus des ménages, qui peut être encore plus dévastatrice, car elle aggrave des niveaux déjà inacceptables d’insécurité alimentaire et de pauvreté.

Les crises économiques précédentes ont entraîné généralement une diminution des investissements publics dans l’agriculture. Or, l’histoire nous enseigne qu’il n’y a pas de meilleur moteur pour favoriser la croissance et réduire la pauvreté et la faim que l’investissement dans l’agriculture complété par des programmes garantissant à la population l’accès à la nourriture qu’elle a produite. Malgré les conditions économiques mondiales difficiles, le soutien à l’agriculture ne devrait pas être réduit; bien au contraire, il faudrait le renforcer. Un secteur agricole sain, associé à une économie non agricole en expansion et à des filets de sécurité et des programmes de protection sociale efficaces, notamment des filets de sécurité alimentaire et des programmes d’assistance nutritionnelle, est un moyen éprouvé d’éradiquer la pauvreté et l’insécurité alimentaire de manière durable.

L’état de l’insécurité alimentaire dans le monde de cette année est le fruit d’un véritable effort de collaboration entre nos deux organisations, qui ont joint leurs forces pour ouvrir de nouvelles perspectives et créer une publication à laquelle notre coopération mutuelle a été extrêmement bénéfique. La collaboration avec le Ministère de l’agriculture des États-Unis pour certaines parties du rapport a également été utile et très appréciée; nous les remercions de leurs efforts et d’avoir bien voulu partager leurs compétences.



Jacques Diouf
Directeur général de la FAO



Josette Sheeran
Directrice exécutive du PAM

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009 a été rédigé sous l'autorité générale de Hafez Ghanem, Sous-Directeur général, et sous la conduite de l'équipe d'encadrement du Département du développement économique et social. La coordination technique de cette publication a été assurée par David Dawe, qui en a également été l'éditeur technique, Kostas Stamoulis et Keith Wiebe de la Division de l'économie du développement agricole (ESA). L'équipe de la Division de la statistique (ESS) a élaboré les données sous-jacentes concernant la sous-alimentation, y compris les estimations pour 2008.

Ceci est la première édition de ce rapport, qui a été préparé conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Nous souhaitons remercier Valerie Guarnieri, Directrice de la Division de la conception et de l'appui aux programmes, et David Stevenson, directeur de la Division des politiques de la planification et de la stratégie, pour leur aide et leurs conseils précieux. Nous remercions également Joyce Luma et Arif Husain, qui ont prêté leurs services au Comité de rédaction.

Le chapitre «La sous-alimentation dans le monde» a été rédigé par le Département du développement économique et social, grâce à des contributions techniques fondamentales de Gustavo Anriquez, Andre Croppenstedt, Ali Arslan Gürkan, Mark Smulders et Alberto Zezza (ESA); et de Cheng Fang, Kisan Gunjal et Henri Josserand de la Division du commerce et des marchés (EST). Le corps du texte de la section «Quantifier les incidences de la crise économique sur la sécurité alimentaire», et celui de l'encadré «Impact de la flambée des prix sur les producteurs africains» ont été fournis par Shahla Shapouri et Stacey Rosen du Service de recherche économique du Département de l'agriculture des États-Unis (USDA). Michael Hamp du Fonds international de développement agricole (FIDA) a contribué à l'encadré sur la microfinance.

Le chapitre sur les études de cas a été élaboré par le PAM sous la coordination technique de Joyce Luma. Claudia Ah Poe, Jean-Martin Bauer, Henk-Jan Brinkman, Monica Cadena, Mariana Castillo, Agnes Dhur, Arif Hussain, Alima Mahama, Adriana Moreno et Issa Sanogo, tous du PAM, ont assuré la réalisation des études de cas spécifiques dans les pays, conjointement avec Lorena Aguilar du Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWSNET).

Le chapitre «Vers l'élimination de la faim» a été établi par le Département du développement économique et social, grâce à des contributions techniques fondamentales de Gustavo Anriquez, Mark McGuire et Julian Thomas (ESA), d'Ugo Gentilini (PAM) sur les filets de sécurité, et de Jean Ballié, Barbara Ekwall et Mauricio Rosales sur le droit à l'alimentation. Les encadrés relatifs au Brésil ont été rédigés par Carlos Santana d'Embrapa (Société brésilienne de recherche agricole) et Flavio Valente, Secrétaire général de FIAN, l'organisation internationale pour le droit à l'alimentation (FoodFirst Information and Action Network).

Ricardo Sibrian a produit l'Annexe technique, avec l'appui de Cinzia Cerri, Seevalingum Ramasawmy et Nathalie Troubat (ESS).

Les précieuses observations, suggestions et contributions extérieures fournies par John Hoddinott (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires [IFPRI]), Richard King (Oxfam GB) et Nancy Mock (Tulane University) ont été d'une très grande utilité, tout comme les observations de Luca Alinovi (ESA), Lorenzo Giovanni Bellù (Division de l'assistance aux politiques et de la mobilisation des ressources) et Marie-Claude Dop (Division de la nutrition et de la protection des consommateurs). Adam Barclay a apporté des améliorations importantes à la lisibilité du rapport. Anna Antonazzo, Marina Pelagias, Anne Rutherford et Sandra Stevensont fourni un excellent soutien administratif, tandis qu'Aminata Bakouan, Katia Covarrubias, Federica Di Marcantonio, Panagiotis Karfakis, Rafik Mahjoubi et Cristian Morales-Opazo ont apporté une contribution inestimable au travail de recherche.

Des remerciements vont en particulier à la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques du Département des connaissances et de la communication (KC), qui a fourni les services d'édition, de mise en forme linguistique et graphique et de production. Les traductions ont été assurées par le Service de programmation et de documentation des réunions du Département.

L'ensemble du financement a été fourni au titre du programme interdépartemental de la FAO sur les Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV).